



Economiques

Economiques

Impossible promesse fiscale

Par Thomas PIKETTY

QUOTIDIEN : lundi 12 février 2007

Thomas Piketty est directeur d'études à l'Ehess.

Parmi les éléments les moins crédibles du programme de Nicolas Sarkozy, la palme revient sans conteste à la promesse de réduire de 4 points de PIB (produit intérieur brut) le taux de prélèvements obligatoires. Pour tous ceux qui n'ont pas la chance rare de patauger quotidiennement dans ce type de statistiques, l'objectif peut sembler abstrait et difficile à évaluer. Après tout, avec un taux global de prélèvements obligatoires en France d'environ 44 % du PIB (sous forme d'impôts, cotisations et diverses taxes), pourquoi ne serait-il pas possible d'envisager une réduction de 4 points ? Pour aider à se faire une idée et comprendre à quel point un tel objectif n'a aucune chance de se réaliser au cours de la prochaine législature, il est utile de rappeler quelques ordres de grandeur.

Quatre points de PIB, cela représente, par exemple, davantage que toutes les recettes cumulées de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les successions et de l'impôt de solidarité sur la fortune. Si Sarkozy envisage de supprimer ces trois impôts d'un geste auguste, qu'il l'annonce ! A titre de comparaison, Chirac est parvenu en 2002-2007 à réduire de moins de 20 % l'impôt sur le revenu. Surtout, cette baisse a été plus que compensée par les multiples hausses de taxes et de cotisations, si bien que le taux global de prélèvements obligatoires, stabilisé autour de 42-44 points en France depuis 1985, a en réalité progressé de près de 1,5 point entre 2002 et 2007, en particulier quand l'actuel candidat UMP était en charge de Bercy... Car, pour réduire de 4 points de PIB les prélèvements tout en réduisant les déficits, il faudrait être capable de réduire de 4 points les dépenses publiques et indiquer précisément lesquelles.

Or, 4 points de PIB, cela représente, par exemple, quatre fois le budget de l'Enseignement supérieur et de la recherche, ou bien une réduction de plus de 50 % des dépenses de santé. Comment Sarkozy compte-t-il s'y prendre pour faire de telles économies ? A ce jour, les seules économies vaguement mentionnées concernent les habituels percepteurs et supposées gabegies de Bercy, gisement considérable... inférieur à 0,1 point de PIB, et qui vu la mollesse avec laquelle notre audacieux candidat évoque le prélèvement à la source a peu de chances d'être exploité. La vérité est que, compte tenu de la hausse structurelle des dépenses de santé et de retraites (qui ne pourront être stabilisées que par une régulation patiente, novatrice et courageuse), et compte tenu des nouveaux besoins (formation, recherche...), il n'est ni possible ni souhaitable de promettre des réductions de dépense aussi massives. Quant à l'idée absurde selon laquelle la croissance permettrait mécaniquement de réduire la part de l'Etat dans le PIB, elle révèle une étonnante incompréhension des mécanismes économiques élémentaires : sauf à supposer un fort décrochage des salaires du public (perspective peu souhaitable pour un Etat qui se veut efficace), l'Etat devra toujours consommer peu ou prou la même part du PIB pour offrir les mêmes services de santé, formation, retraites, etc. Si la croissance avait pour effet magique de réduire massivement le taux de prélèvements, cela se serait vu, en France comme à l'étranger.

De fait, la meilleure façon d'apprécier l'absence totale de crédibilité de la promesse sarkozienne est de jeter un coup d'oeil aux expériences internationales. La vérité toute simple est que jamais aucun pays développé n'a abaissé de 4 points son taux de prélèvements obligatoires. Au moment où la révolution thatcherienne a produit ses effets les plus forts, de 1985 à 1995, les prélèvements n'ont baissé au total que d'à peine 2 points de PIB au Royaume-Uni (avant que Blair ne les réaugmente de 2 points, retrouvant ainsi aujourd'hui le taux d'environ 37-38 points de 1985). Nicolas Sarkozy envisage-t-il de faire des coupes deux fois plus lourdes que Margaret Thatcher dans une période de temps deux fois plus courte ? Si l'on examine les autres pays, dont on vante habituellement l'expérience modernisatrice, on constate au mieux une stabilisation des prélèvements obligatoires, en aucun cas des baisses de 4 points de PIB : la Suède a stabilisé ses prélèvements autour de 50-52 points de PIB depuis 1990, le Danemark autour de 49-50 points, etc. En France, pas davantage que dans tous les autres pays, aucun gouvernement dans un avenir prévisible ne baissera de 4 points de PIB en quelques années.

En se lançant dans de telles promesses, sans même prendre la peine d'expliquer le début du commencement de la méthode envisagée (et pour cause), Nicolas Sarkozy révèle une fois encore sa vraie nature. Loin du parler vrai et de la transition douce du gaullisme vers le libéralisme social et moderne, le candidat UMP incarne une sorte de gaullo-bushisme autoritaire et populiste. Comme Bush, qui stigmatisait ceux qui osaient dénoncer les conséquences ultra-inegalitaires de ses baisses d'impôts («*fuzzy Washington math*»), il affiche son mépris pour les statistiques et les analyses qui le contredisent. Comme son modèle, sa foi messianique dans son intuition intime de ce que veut le «peuple» (en vérité quelques groupes de pression croisés ici et là) le rend capable de tous les excès.

<http://www.liberation.fr/rebonds/chroniques/economiques/234540.FR.php>

© Libération